

Compte rendu du débat du 9 juin 2016

## Quelle Europe dans le monde de demain ?

Ce débat a été organisé par Le Pacte Civique du Rhône, la Maison de l'Europe et des Européens Lyon Rhône Alpes, Le Club Convaincre Rhône, L'Union Européenne des Fédéralistes Rhône Alpes et Les Jeunes Européens

Nos deux invités :

- ✓ Yves Bertoncini, Directeur de l'Institut Jacques Delors
- ✓ Alain Reguillon, Président de la Maison de l'Europe et des Européens Lyon Rhône Alpes.

### Introduction

En matière d'Union Européenne, on n'entend parler que de mauvaises nouvelles : le Brexit, les migrants, les évolutions des démocraties en Pologne et Hongrie, la faiblesse du couple franco-allemand...

Les bonnes nouvelles sont étouffées : la crise financière n'a pas fait tomber l'Euro, la nouvelle Commission est plus active que la précédente, le plan d'investissement Juncker a démarré...

Que faire pour réduire la domination du courant eurosceptique dans les médias ? Comment y valoriser les acquis ? Comment redonner espoir dans l'avenir ? Comment trouver un nouveau souffle à l'Europe ?



### 1/ La situation actuelle

#### Alain Réguillon : une Union Européenne à la dérive

Il est de plus en plus difficile d'intéresser nos concitoyens à l'Europe. Il y a une méconnaissance forte de l'Europe de la part des citoyens mais, pire, des élus et des journalistes.

L'Union Européenne est une association d'Etats souverains, la première puissance économique mondiale avec 508 millions d'habitants (7% de la population mondiale) mais 60 millions de pauvres.

Quelques remarques plutôt pessimistes qui montrent une Europe à la dérive :



- Aucun pays membre n'a un **taux de natalité** suffisant pour maintenir sa population : la gestion honteuse des migrants est une faute car l'Europe aura besoin de ces personnes.
- L'UE ne dispose pas d'une **unité politique** en défense, en justice, en police : c'est un géant économique et un nain politique. Elle compte trop d'Etats qui ne respectent pas les traités qu'ils ont signés.
- Les **disparités** économiques et sociales ne se sont pas effacées, ce qui provoque la montée des populismes.
- L'UE ne dispose plus des **institutions** correspondant aux traités signés. La Commission fait exécuter des textes dont elle n'est plus le moteur depuis l'époque de Jacques Delors.
- Le **Parlement** est devenu un comité d'expert. Il a perdu son sens politique malgré son élection au suffrage universel.
- Le **Conseil des Ministres** est dominé par les administrations nationales et européennes.
- Le **Conseil Européen** (des chefs de gouvernement) s'est arrogé tous les pouvoirs. Il est plus soucieux de défendre les intérêts de chaque état que de l'intérêt général de l'Union. On l'a bien vu pendant la crise grecque et celle de l'afflux des migrants.
- Les **Européens** pestent contre l'Europe sur des maux qui sont issus de leurs gouvernements nationaux.
- L'incompétence des **journalistes** en matière européenne ne s'améliore pas. Ils ne se soucient que de ce qui ne fonctionne pas.

### Yves Bertoncini : une double crise



L'**Institut Jacques Delors** a une vision pro-européenne et un fort intérêt pour tous les débats. Il constate que l'Europe traverse une **crise de copropriétaires** et une **crise identitaire**.

L'UE est une fédération d'états nations. Elle a des éléments **fédéraux** comme l'Euro, la Banque Centrale, la politique commerciale. Comme dans toute **copropriété** les questions viennent quand il y a des imprévus.

- Le règlement de la zone Euro ne prévoyait pas de **secours mutuel** en cas de dérive : l'état concerné devait sortir. Quand 4 pays, Grèce, Irlande, Portugal et Chypre, ont dérivé en même temps, l'Europe a hésité mais n'a pas pu refuser la solidarité. Cette solidarité n'a pas été gratuite mais rendue obligatoire par le fait que ni les états ni les peuples ne voulaient sortir de l'Euro. Mais il est resté des différences : c'était trop de solidarité pour les Allemands, les Finlandais et les Slovaques (moins riches que les Grecs), trop d'austérité pour les Grecs, les Portugais et les Irlandais. Aujourd'hui les

Français critiquent l'Euro mais ne veulent surtout pas en sortir, comme les Grecs qui ont accepté les conditions de l'Europe par référendum.

- La **zone Schengen** subit le même scénario d'une crise de confiance plus que d'existence. On ne fait pas confiance aux Italiens et aux Grecs pour garder correctement nos frontières. L'Europe a répondu par un corps européen des frontières. L'alternative de fermeture des frontières internes est possible mais la volonté majoritaire est bien de garder la situation actuelle de zone ouverte.
- **Brexit** : Les Britanniques ont le choix. L'UE n'est pas une prison, c'est une union de peuples libres. S'ils sortent de l'Union, celle-ci continuera. S'ils décident de rester ce sera par intérêt, une raison de copropriétaire.

L'Europe vit une **crise d'identité** dans une fédération d'états nations dirigés par des leaders qui suivent les événements plutôt que d'en être les architectes.

Depuis sa création, l'UE a globalement réussi ce qu'elle a entrepris. Maintenant, on a besoin d'une **vision**.

Il est difficile pour un Européen d'admettre la perte de contrôle et d'influence de l'Europe dans le monde. L'Europe ne règne plus sur le monde depuis 1945, mais elle était encore au centre du monde de la guerre froide. Aujourd'hui, le centre s'est déplacé : qu'est ce alors qu'être Européen dans la mondialisation ? Comment sentir qu'être ensemble nous rend plus forts et plus fiers ?

Nous pouvons être **fiers** de notre modèle unique qui allie démocratie, liberté d'entreprendre, souci de l'environnement et du social. Mais nous devons prendre le monde tel qu'il est, avec ses **menaces** et ses **opportunités**.

La **pression des citoyens** est nécessaire pour faire avancer les politiques.

## Questions et commentaires

**Crise grecque** : Les Etats avaient refusé que les statistiques des états soient contrôlées par Bruxelles. Les tricheries grecques sont issues de cette absence de contrôle technique.

Ce n'était pas la bonne façon de faire mais la solidarité n'était pas prévue. L'Allemagne a cédé et permis ce sauvetage. L'aide fut d'abord constituée d'engagements financiers bilatéraux importants (56 Milliards pour la France). Ces mises de fonds bilatérales ont évité des pertes massives à tous les investisseurs, notamment européens. La dette grecque avait financé des travaux et équipements réalisés plus par des entreprises allemandes et françaises que par des entreprises grecques. On aurait pu trouver une solution **moins financière et plus humaine**. Trop souvent l'Europe oublie l'homme dans ses actions. Tsipras a bousculé 40 ans d'un système de gestion publique laxiste et clientéliste.

**Europhobie, euroscepticisme** : ne pas confondre **europhobie** (envie de quitter l'Europe), et **euroscepticisme** (attitude critique à l'égard de l'Union et de ses institutions).

Un éventuel **Brexit** va certainement conduire des groupes populistes d'autres pays à demander un référendum de sortie de l'Europe. La Grande Bretagne est le seul pays où les

europlobes sont réellement nombreux. L'UKIP et son europlobie ont permis à la City de sortir du viseur des Britanniques qui l'accusaient de la crise de 2008. Il n'y a aucune chance que d'autres nations (y compris les pays de l'Est) se prononcent pour une sortie de l'Union.

**L'eurosepticisme** est souvent alimenté par un **rejet des politiques nationales** et de ceux qui les conduisent (par exemple en Grèce). Car l'Union intervient peu dans les politiques nationales. Aujourd'hui, l'Europe pilote deux professions : les agriculteurs et les pêcheurs. Toutes les autres activités sont d'abord pilotées par les Etats.



**L'eurobaromètre** mesure les sentiments des européens depuis 40 ans. L'europhobie est remarquablement stable depuis 10 ans, à un bas niveau hormis en Angleterre. Le sentiment d'appartenance monte : dans un monde complexe, fragile, avec de nombreux conflits, les citoyens sentent que la France seule ou tout autre pays ne pourrait tenir tête. Par contre, les continentaux ayant une opinion favorable à l'Europe sont passés de 55 à 35 %. Encore plus gênant, cette **dégradation** a des raisons opposées d'un pays à l'autre.

Pour les pays de l'Est qui n'ont leur indépendance que depuis 1989, la question de **l'identité nationale** n'est pas stabilisée. Leur relation à l'Europe peut pâtir de leur envie de retrouver une nation indépendante.

**L'Europe protectrice ?** L'Union Européenne constitue-t-elle une **menace** ou une **réponse aux menaces** ? Pour rendre crédible la seconde alternative, il faut protéger le citoyen européen face aux méfaits effectifs de l'Union ; par exemple, indemniser les salariés victimes de délocalisations internes.

**Chine** : L'Europe a promis de considérer la Chine comme un pays à économie de marché fin 2016. Ce sera objectivement faux : l'économie chinoise reste dirigiste et protectionniste. A l'Europe de revenir à un certain sens des rapports de force et de se protéger.

**TAFTA** (ou TTIP) : Les négociateurs américains savent ce qu'ils veulent et travaillent de manière cohérente, alors que les gouvernements nationaux interviennent sans cesse auprès de leur négociateur européen. L'urgence est plutôt de terminer le marché intérieur avant de faire ces négociations.

Obama a donné comme objectif à cet accord que l'Occident s'entende sur des normes communes avant que les Chinois n'imposent les leurs. Les Européens ne le disent pas. Les négociateurs ont oublié la vraie menace chinoise qui ignore démocratie, protection sociale, environnement et marché ouvert et pris les normes américaines (ou européennes) comme la menace.

**Poids des lobbies** : les lobbies sont utiles dans les débats. Aux politiques de ne pas se faire entraîner par l'un d'eux sans tenir compte des autres. Les lobbies industriels (tabac, pesticides...) sont riches, les ONG sont têtues. Les lobbies agissent de manière bien plus transparente à Bruxelles qu'à Paris.

## 2/ Comment trouver un nouveau souffle à l'Europe ?

### Alain Réguillon : refonder l'Union

On ne changera rien tant que les organisations syndicales et politiques ne s'intéresseront pas plus à l'Europe. Les personnes envoyées à Bruxelles n'ont pas une bonne compréhension du monde tel qu'il est : on ne peut pas continuer à jouer seul dans ce monde. **2 conditions :**

- Impliquer les citoyens est nécessaire. Il faut les éduquer, les informer et répondre à leurs questions, regrouper nos moyens, mieux coopérer. L'initiative viendra des citoyens pour que les lignes bougent.
- On ne peut pas continuer à avoir une Europe mal identifiée entre ses aspects fédéraux et inter-gouvernementaux. Nous avons besoin d'un état fédéral complet. On ne le fera pas à 28.

Pourquoi ne pas lancer cette réflexion pour les prochaines élections de 2019 ? Constituer des Etats Généraux de l'Europe, de sorte que les citoyens interviennent sur la nomination des candidats, et envoient au Parlement des députés ayant la fibre européenne et se consacrant pleinement à leur mandat ; transformer le nouveau Parlement élu en assemblée constituante qui élaborerait, en deux ans, une constitution européenne ; celle-ci serait soumise par référendum à tous les citoyens de l'Union, le même jour.



A l'extérieur, l'Europe est attendue. Il lui faut une défense commune, une diplomatie harmonisée, avec des ambassades communes.

Bref, aux citoyens de faire bouger les lignes et de contribuer à la construction d'un état fédéral.

### Yves Bertoncini : un nouveau souffle

Un nouveau souffle, un cap, avoir un peu confiance en nous, regarder le monde. On peut aisément constater qu'on est **plus unis que différents** : cohésion sociale, souci de l'environnement, marchés ouverts et démocratie sont des caractéristiques que nous partageons et qui ne le sont pas ailleurs dans le monde.

Le monde n'est pas qu'une puissance hostile ; il permet notamment à l'Europe de dynamiser son économie grâce à l'exportation.

On peut dans l'autre sens présenter l'Europe comme **une réponse à nos peurs**.

Historiquement, ce côté a permis de construire de nombreux liens :

- En 1950, l'Europe était une réponse à la peur de l'empire soviétique.
- L'Euro est issu de la peur de la domination germanique après la réunification.

Et des peurs, nous en avons. Ne les laissons pas aux populistes :

- Le changement climatique nous effraie, la COP 21, qui ne se serait jamais faite sans l'Europe, y répond ;
- Les pays de l'est européen dépendent du gaz naturel russe ; l'Europe les protège contre la menace de coupure ;



- La finance folle a failli mettre à terre l'économie européenne ; l'Union a réagi en fondant l'union bancaire, qui permet un contrôle plus fiable et plus contraignant des banques, et en créant un fond de solidarité financé par les banques. 11 pays sont en train d'instituer une taxe sur les transactions financières ;

- Le chômage de masse touche de 5 à 20 % des citoyens selon les pays. Erasmus pro et le plan d'investissement Juncker apportent des réponses.

D'autres peurs sont bien présentes :

- La Chine est à la fois un Eldorado et une menace.
- Le terrorisme génère une solidarité instinctive. La fermeture des frontières n'a jamais empêché un terroriste de circuler. En revanche, le mandat d'arrêt européen a permis que Salah Abdeslam soit remis aux autorités françaises. Pour aller plus loin, un parquet européen permettant aux policiers et aux juges de circuler en Europe comme ceux qu'ils traquent serait efficace.
- La Syrie est juste à nos portes et nous n'avons pas capacité à la contrôler. Aujourd'hui la France fait des frappes aériennes avec l'aide allemande et danoise liée à l'Europe et non à l'Otan.
- Les USA se désengagent de l'Europe au profit de l'Asie. C'est à l'Union Européenne de prendre les choses en mains.

Bien sûr, nous préfèrerions chanter *l'hymne à la joie* que de faire appel aux peurs de nos concitoyens. Mais c'est une manière efficace de **toucher le peuple**. Le discours idéaliste pro-européen est souvent perçu comme émanant d'élites protégées, donc rejeté.

## Questions et commentaires

### A nos portes

- La Russie inquiète les pays baltes, qui sont de « bons élèves » de l'UE et appartiennent à l'OTAN. Les risques sont faibles, mais il faudrait régler le problème de l'enclave russe de Kaliningrad. La situation dans le Caucase, en Biélorussie, en Moldavie, soulève plus d'inquiétudes.
- La Russie a reculé en Ukraine quand nous étions unis : « Les sanctions sont inefficaces » annonce la Russie tout en demandant la levée ! Il nous faut définir une politique de voisinage avec elle.

- La Turquie est une porte de l'Asie. Mais c'est un pays dont la démocratie régresse et qui refuse de s'europaniser. Nous négocions en ordre dispersé. L'Europe n'a pas de voix, à part celle d'Angela Merkel. La porte de l'UE ne doit pas être fermée<sup>1</sup>, mais il faut laisser du temps. Notre incapacité à définir une politique commune sur les migrants nous met en position de faiblesse dont Erdogan profite.



A noter que la Russie et la Turquie ont des pouvoirs autoritaires forts qui donnent du sens mais qui ont besoin de la ferveur nationale, au même titre que la Chine. Les guerres contre les Kurdes ou les Ukrainiens vont dans ce sens. Et ces pays exercent une fascination sur les mouvements populistes européens comme point d'attraction ou comme repoussoir.

### Les médias et l'Europe

Faut-il une chaîne de télévision européenne ? Il existe Euronews. Il semble plus important que les grands médias réorientent leur manière d'appréhender l'Europe : ne pas en parler que lorsqu'il y a crise.

A noter le démarrage d'une « euradio » à Nantes, et des projets similaires à Bordeaux et Lyon.

### Le mandat de député européen

Il est déjà incompatible avec un mandat exécutif local. Il faudrait aller plus loin, vers le mandat unique. Comment faire en sorte que le député européen ait un visage ? Il faudrait surtout revoir le mode de scrutin législatif pour éviter d'envoyer au Parlement européen **des leaders nationaux** qui n'ont rien à y faire, mais devraient siéger au Parlement national (par exemple, Marine Le Pen ou Jean-Luc Mélenchon).

## Conclusion

**Il manque des visages à l'Europe.** Juncker a été retenu à la Commission comme chef du premier parti du parlement, c'est un acquis qu'il faut préserver. Draghi incarne la banque centrale et l'Euro. Il faut un visage, un Président permanent à l'Eurogroupe.

Il faudra **interpeler les candidats** aux primaires puis à l'élection présidentielle française. Le nouveau Président devra **consulter le Parlement français** avant toute grande décision à Bruxelles, comme le fait Angela Merkel. Aujourd'hui, les Français signent vite et beaucoup, et n'appliquent pas ensuite. A l'inverse, les Britanniques refusent, puis négocient dur et signent mais ils appliquent.

---

<sup>1</sup> Remarquons que l'UE n'a jamais défini de frontière à son territoire.

Le prochain président pourra faire deux choses :

- donner une **vision de la France dans l'Europe et de l'Europe dans le monde.**
- **continuer à redresser la France.** La France est crédible en défense, en police, en diplomatie. Elle ne l'est plus en matière d'économie, de lutte contre le chômage, de gestion sociale et budgétaire<sup>2</sup>... Son redressement est urgent pour qu'elle reprenne sa place et puisse contribuer à relancer l'Europe.

***Un nouveau souffle à la France pour un nouveau souffle à l'Europe.***

Si les Français étaient moins franco-sceptiques, reprenaient confiance en eux et en leur pays, ils perdraient leur euroscepticisme et pourraient à nouveau entraîner l'Europe.



---

<sup>2</sup> Sur les 20 dernières années, la France n'a respecté que 7 fois la limitation à 3% de son déficit budgétaire.